

Événements dramatiques à Raipur (Inde)

LA LONGUE GRÈVE DES EMPLOYÉS DE SIMPLEX (JANVIER 1991 - FÉVRIER 1992)

Une tradition de grands conflits

Bien loin d'illustrer les stéréotypes de soumission et de mysticisme qui lui sont si souvent attachés, l'Union indienne est depuis trois décennies le siège d'une conflictualité du travail importante, illustrée par des conflits de grande ampleur et des affrontements acharnés, s'étalant sur des mois et même des années entières. La très longue grève des 250 (XK) ouvriers cotonniers (octobre 1981-juillet 1983) de Bombay, qui fut d'ailleurs la quinzième des grèves générales du textile dans la capitale du Maharashtra¹ depuis 1918, est certes l'exemple qui vient d'abord à l'esprit mais, au cours de la décennie qui vient de s'écouler, une vingtaine de conflits dans de moyennes et grandes entreprises ont dépassé l'année. Ce ne sont pas, évidemment, tous les secteurs d'une industrie qui emploie 15 à 20 millions de personnes qui sont concernés en même temps. Dans les petites entreprises mécanisées et les manufactures, qui emploient aujourd'hui plus de monde que la grande et la moyenne industrie, les conflits sont rares et brefs, malgré de remarquables exceptions. Les zones rurales et les petites villes où une seule entreprise concentre la majorité des emplois industriels, sont aussi rarement des lieux d'affrontements, quoique l'on trouve là aussi des exceptions intéressantes. Les grèves et les autres manifestations de conflits entre les employeurs et les employés ont connu depuis 1967, quand une poussée de 1200 grèves a bouleversé la province du Bengale occidental et tout le nord-est du pays, des variations liées aux transformations économiques, à la situation politique et enfin à des évolutions sociales plus larges. En ce qui concerne ces dernières, le développement de l'instruction et l'avancée des mouvements d'émancipation des basses

castes sont par exemple liées, de manière souvent non ouverte, à des grèves menées pour exiger la dignité et la sécurité des salariés qui ont eu une grande importance depuis la fin des années 1960.

L'État et les conflits du travail

L'État intervient dans presque toutes les situations de conflit, mais les méthodes et le contenu de l'intervention changent selon les branches et les régions. S'il existe de grandes lois-cadres comme la Loi sur les usines de 1948, qui s'appliquent partout (sauf au Cachemire), on trouve en effet aussi un droit régional et des 'couches' de droits et de pratiques de négociations, par branche d'activité ou par secteurs, qui se sont 'empilées', au cours d'une pratique de juridisation des rapports professionnels menée de manière intensive depuis les années 1930. Au Maharashtra, le textile bénéficie par exemple d'une organisation de branche et les syndicats mènent des négociations collectives dans ce cadre. Dans la mécanique et la métallurgie (grandes entreprises), l'entreprise sert de cadre aux négociations. Alors que les relations professionnelles restent codifiées par la Loi de 1946 sur les relations industrielles, qui impose un seul interlocuteur syndical représentatif par branche dans le textile, les secteurs de la mécanique et de la chimie sont régulés par une loi de 1971 qui impose seulement un quota de 25% pour qu'un syndicat soit reconnu représentatif... Les conceptions autoritaires et paternalistes, qui ont prévalu à l'époque du *Raj*² et jusqu'aux années 1970, s'opposaient au principe de négociations bipartites et les négociations collectives ne se sont généralisées que lentement dans les grandes firmes et le secteur public. Dans la petite industrie, il n'existe généralement pas de conventions, ni d'ailleurs de réglementations légales efficaces³ ** mais les salaires minimaux sont établis par branche, parfois par activité. L'État indien n'a par ailleurs jamais reconnu le droit de grève ni signé les conven-

¹ Ce qui veut dire le 'grand état', en souvenir de l'empire marathe (1666-1818). Les états de la fédération, actuellement au nombre de 25, ont été réorganisés sur une base linguistique depuis les années 1950. Le Maharashtra, situé à l'Ouest, a été créé en 1960. La première concentration d'industries reste localisée autour de Bombay.

² Le pouvoir britannique en Inde à l'époque coloniale. L'Inde était gouvernée au plus haut niveau par un vice roi.

³ Voir, du même auteur, 1992. *Pour une nouvelle compréhension des faits et des hommes du secteur non structuré*, Paris: Editions de l'ORSTOM.

lions du BIT le concernant. Il est cependant possible de déclencher un conflit légal en suivant une longue procédure qui suppose l'intervention de l'arbitre étatique et nécessite de disposer de beaucoup de temps. La plupart des conflits sont donc illégaux et cela explique partiellement pourquoi ils deviennent fréquemment des problèmes de maintien de l'ordre.

La politisation des conflits est une autre tendance importante. Le Parti du Congrès, dominant sinon hégémonique dans l'espace politique indien, possède une aile syndicale, le Congrès indien des syndicats (INTUC, créée en 1947), qui s'oppose aux grèves et à toutes les formes de conflits ouverts au nom de principes gandhiens (communauté d'intérêts dans l'industrie, mise sous tutelle des travailleurs) et de l'intérêt national⁴. Les conflits se déroulent donc souvent contre l'INTUC, en sus de s'opposer à l'employeur, mais quand le Congrès est localement minoritaire, l'Inde étant un état fédéral, son syndical retrouve une combativité qui peut aller jusqu'à la provocation. Si la gauche communiste et non communiste avec le CITU (Centre des syndicats indiens, 1971), l'AITUC (Congrès pan-indien des syndicats, 1920), la HMS (Assemblée des travailleurs de l'Inde, 1948) et les deux branches de l'UTUC (Congrès uni des syndicats, plusieurs fractions: 1949, 1956), contrôle encore la majorité des grandes centrales syndicales, tous les partis politiques disposent d'ailes syndicales. L'Organisation indienne des travailleurs (*Bharatya Mazdoor Sangh*, BMS, 1955) associée au parti conservateur nationaliste hindou BJP ⁵est d'ailleurs devenue aujourd'hui le second syndicat national. Elle a été créée par une organisation particulière, le RSS qui est une sorte de secte nationaliste hindoue⁶. Les partis tentent souvent d'utiliser leurs syndicats, pour faire de l'agitation ou au contraire assurer le calme selon qu'ils se trouvent au pouvoir ou dans l'opposition. A coté de cela, une partie croissante de la syndicalisation échappe cependant aux grandes fédérations nationales, re-

connues représentatives par le gouvernement ; syndicats locaux, syndicats régionaux, liés ou non à des partis régionalistes, organisations corporatives et catégorielles - en forte expansion durant les années 1970 - syndicats menés par des indépendants qui font de l'action ouvrière une source de revenus et de notoriété et enfin organisations sur base de caste, qui sont nées récemment avec l'extension du système de quotas d'embauche à l'intention des membres de basses et très basses castes et le refus de ces quotas par certains secteurs de la main-d'oeuvre⁷.

Les conflits du travail et les changements économiques

Les changements économiques ne se dissocient pas des stratégies des entrepreneurs. La crise des années 1967-1974 s'est accompagnée de premières tentatives pour rationaliser ou automatiser la production et licencier le personnel surnuméraire, suscitant des réponses ouvrières violentes qui culminèrent dans le grand conflit des employés du rail (mai 1974). Durant la période de l'état d'urgence (1975-1977) on observa au contraire une très forte réduction de la conflictualité, les chefs syndicalistes combattifs étant en prison, mais les grèves revinrent dès 1978, avec la perspective d'un rattrapage des salaires bloqués durant la période d'exception. Elles étaient animées aussi d'un très fort esprit offensif, soutenu par la conviction que l'intégration des ouvriers à la société passait par l'alignement de leurs rémunérations sur les meilleures payes des employés de firmes multinationales et des firmes les plus productives du secteur public (Office des pétroles et du gaz naturel ONGC, SAIL-acier). Le souci de parité entre les secteurs comparables, si important dans les branches et les usines performantes, montre que le désir de justice sociale allait avec une connaissance accrue des résultats de la croissance économique.

Cet esprit d'offensive, qui amena pour la première fois les salaires de firmes moyennes, mais stables, bien au dessus du minimum vital, est cependant mort, au moins dans l'Ouest du pays, avec l'échec retentissant de la grande

⁴ On peut lire à ce propos les chapitres consacrés à l'Asie du sud (par G. Heuzé) dans *l'Histoire du syndicalisme dans le monde*, publiée en 1993 chez Privat (Toulouse) sous la direction de J. Sagnes.

⁵ Lire à propos des nationalistes hindous, qui constituent un mouvement social et politique très spécifique, le livre de C. Jaffrelot (1992), *Les Nationalistes hindous*, Paris: Presses de la FNSP.

⁶ *Rashtrya Sevyamsevak Sangh*, ou Organisation nationale des volontaires, fondée en 1925, elle compterait actuellement 4 millions de membres.

⁷ Voir, du même auteur, 1993. *Où va l'Inde moderne?* Paris: l'Harmattan., ainsi que le livre collectif publié sous la direction de G. Heuzé, L. Jagga et M. Zins, (1993). *Les conflits du travail en Inde et à Sri Lanka*, Paris: Karthala.

grève du textile de Bombay (1983)⁸. Les conflits menés depuis cette date sont avant tout défensifs : défense du statut des employés du secteur public, lutte contre les privatisations annoncées dans les mines, l'énergie et les ports, lutte contre les licenciements et, pour une partie distincte mais croissante de la main-d'œuvre, exigence d'intégration ou de stabilisation de la situation. L'emploi de main-d'œuvre précaire, selon des statuts brillant par leur variabilité et leur complexité est depuis les origines un trait distinctif des entreprises indiennes. Depuis l'indépendance toutefois, l'émergence d'un statut légal d'employé permanent a constitué un repère pour des masses de travailleurs qui en ont fait un idéal.

Depuis 1984, les patrons font aussi souvent la grève que leurs employés, en multipliant les *lock-outes*. En 1986 et 1987, les journées chômées pour fait de *lock out* ont dépassé le total des journées chômées pour fait de grève, et la tendance s'est maintenue depuis au Bengale et au Maharashtra, où sont situées les grandes concentrations industrielles. Il s'agit d'une attitude patronale très ancienne, facilitée par certains traits d'un droit du travail proliférant et la tendance, plus récente, des entreprises à multiplier les unités de production dans des régions diverses. La libéralisation de l'économie, entreprise de manière plus ou moins sérieuse depuis le début des années 1980, est à l'arrière-plan de cet esprit d'offensive patronal. Elle signifie en principe la fin du régime d'autorisation administratif pour fermer ou ouvrir des usines (le *licence raj*, legs de la période de substitution des importations ouverte au début des années 1950 sous la direction de Nehru avec l'appui des grandes firmes), ce qui rend tentante la liquidation des entreprises anciennes implantées sur des terrains urbains de très grande valeur. Elle s'accompagne d'incitations pour importer des machines performantes et automatiser la production, ce qui a réanimé le rêve "entrepreneurial" local, déjà vieux de deux décennies, d'usines débarrassées de la majeure partie de leur main-d'œuvre permanente au profit d'effectifs réduits de salariés précaires et de techniciens qualifiés. La libéralisation et ses crédits de concurrence et de rentabilité tournées vers l'exportation mettent enfin en cause les parties les moins profitables du secteur public, comme ces 128 usines textiles nationalisées depuis 1972 pour sauver l'emploi de leurs

400 000 employés ou une industrie de la machine outil obsolète et développée selon les principes d'ingénieurs soviétiques. C'est dans un contexte marqué par un fort développement du chômage et la précarisation d'une partie croissante de la main-d'oeuvre que se déroulent maintenant les conflits acharnés.

Des exemples récents

La fin malheureuse du conflit des ouvriers cotonniers de Bombay a eu un impact très important au Maharashtra, qui concentre le tiers du potentiel industriel et 25 % de l'emploi, et il a été ressenti, de manière certes très variable, un peu partout ailleurs. Cela n'a pas empêché des conflits d'importance de prendre place : grève générale des ports en 1984 (qui déboucha sur un succès grâce à l'union de tous les syndicats), multiples grèves malheureuses, pour l'emploi et les conditions de travail dans le jute autour de Calcutta, conflit d'Unilever à Bombay, centré autour du problème de l'emploi de la main-d'œuvre précaire et de la sous-traitance. Ce dernier conflit, qui a duré 13 mois, dont la majeure partie en *lock-out*, était orchestré par un syndicat indépendant d'entreprise. Il fut marqué par des formes spectaculaires de lutte qui rappellent certaines grandes grèves françaises du début des années 1970 : assemblées générales quotidiennes, production, grâce au détournement de la sous-traitance, d'un détergent (la production de l'usine) destiné à payer les travailleurs en grève (un produit dénommé GRÈVES !), organisation de réseaux de soutien s'appuyant sur la gauche alternative, et pratiques assez efficaces de popularisation. La grande grève de TELCO à Puné (automne 1989) a eu pour origine un problème de représentativité syndicale, le groupe Tata (sidérurgie, ciments, mines, agro-alimentaire, mécanique, métallurgie, services) pratiquant fréquemment des politiques de tutelle des syndicalistes. Il fut marqué par une tentative, rare dans le contexte, d'occupation de l'usine de métallurgie et par de grandes manifestations publiques s'inspirant de l'actualité, puisque les 4000 employés de TELCO, gisant sur la place centrale de Pune durant des heures, se référaient explicitement aux étudiants chinois de Tien An Men, tués quelques mois plus tôt par l'Armée populaire.

Ces deux grèves concernaient les franges les plus instruites et les mieux stabilisées d'employés du secteur privé. Dans les petites firmes, bouleversées par de nombreux conflits avant la grève du textile, dans les concentra-

⁸ Heuzé, G. (1989) *La grève du siècle*, Paris: L'Harmattan.

tions de petites entreprises où des explosions périodiques ont pris place entre 1967 et 1980 et dans les industries anciennes, la conflictualité est souvent plus brève, moins médiatique et plus codée, plus violente aussi. A partir de 1986, les syndicats de la Shiv Sena, une organisation populiste nationaliste hindoue, se sont répandus au Maharashtra, menaçant les positions tenues par des indépendants combattifs ou la gauche⁹ ¹⁰. La doctrine de ces syndicats est d'obtenir justice pour les travailleurs en évitant les conflits, ce qui rejoint, avec de fortes différences de style, l'idéologie de l'INTUC, le syndicat du Parti du Congrès. Leur emprise s'est accompagnée d'une réduction sensible de la conflictualité ouverte. C'est à l'autre bout de l'Inde, au nord de Calcutta que des salariés ont récemment (1993) défrayé la chronique en occupant l'usine à jute de Kanoria, menacée de fermeture définitive, et prétendant démarrer la production sous l'égide d'un syndicat nouvellement implanté et placé sous l'emprise idéologique de l'extrême-gauche. Ce conflit, qui a duré tout au long de 1994, a énormément gêné le gouvernement provincial communiste de Calcutta pendant que les congressistes appuyaient plus ou moins discrètement les grévistes. Les grévistes de Kanoria ont aussi reçu l'appui ouvert de la coopérative des usines Kamani de Bombay, l'unique entreprise de grande taille à avoir été reprise par ses employés depuis 1947. L'expérience, menée par un ex-syndicaliste indépendant, dure depuis 1989¹⁰.

Pourquoi des grèves longues ?

Si les grands conflits ne constituent jamais une proportion notable des grèves, la plupart des affrontements durant quelques heures ou quelques jours, on peut tout de même se demander pourquoi la tradition minoritaire de lutte acharnée, pouvant aller jusqu'à la destruction de l'entreprise et la liquidation de l'emploi, connaît une continuité aussi remarquable dans un contexte où le travail peu et moyennement qua-

⁹ Voir, du même auteur (1992), Chômage et logiques identitaires, *Annales*, n° 4 et 1994, la Shiv Sena et le territoire urbain, *Hérodote*.

¹⁰ La loi favorise en principe la création de coopératives de production, mais elles sont rarissimes. Les frères Kamani (fabricants de tubes) ont liquidé leur entreprise de Bombay durant les années 1980, en se disputant entre eux, la compagnie étant parfaitement viable. La mauvaise gestion et les altitudes spéculatives sont les causes de la grande majorité des faillites.

lifié a toujours manqué et se trouve de plus en plus rare.

La prégnance de rapports autoritaires dans les entreprises qui n'est remise en cause, bien partiellement, que dans certaines parties du secteur public (où existent des comités de cogestion consultatifs) et dans les firmes privées modernisées 'à la japonaise' est sans doute une raison primordiale. Le refus de négocier, de la part du patronat mais aussi des pouvoirs publics, est derrière la prolongation de nombreux conflits. La prégnance ou le développement de diverses logiques de l'honneur aggravent alors, des deux côtés, la situation (de trois côtés si l'État est partie prenante). Durant un an et demi de grève du textile à Bombay, il n'y eut aucune tentative ouverte de négociation. L'absence de délégués d'ateliers et de procédures de conciliation efficaces, car connues et populaires, aggravent les effets de cette tendance. Il faut ensuite évoquer, sans doute, la lenteur et le peu de fiabilité des tribunaux du travail, abominablement engorgés et beaucoup trop sollicités, alors même qu'il existe sur le papier de multiples canaux de prévention et de résolution des conflits. Les styles de syndicalisme sont aussi à mettre en scène à ce propos, puisque presque tous les longs conflits sont menés par des chefs charismatiques capables de susciter des sentiments de loyauté intenses. Dans presque tous les syndicats la personnalisation de l'image et des pratiques sont marquantes. Quand ces dirigeants n'appartiennent pas, comme c'est encore le cas le plus courant, à la main-d'œuvre des entreprises, parce qu'ils ont d'autres professions (en général libérales) ou parce qu'ils sont des professionnels de l'action syndicale, la dureté des conflits est fréquemment accentuée. Ce type de dirigeants, invulnérables à la répression, tend à faire des grèves réussies des éléments de leur carrière, en ignorant les duretés inhérentes aux conflits. L'autoritarisme des dirigeants et l'absentéisme de la majorité des salariés durant les grèves sont des traits notables de ce type de conflits. Les rivalités qui opposent les multiples dirigeants syndicaux et les organisations, aggravent par ailleurs souvent la tendance en poussant certains dirigeants ou syndicats vers la surenchère.

Il faut enfin et surtout remarquer à quel point les travailleurs qui déclenchent des conflits jusqu'au bout se sentent menacés par des évolutions qui assument en Inde des formes particulièrement brutales, sinon cataclysmiques, l'aide de l'État étant dérisoire ou absente, les

procédures légales régulièrement ignorées par les puissants et la pauvreté toujours à la porte du monde du travail: mécanisation des entreprises pouvant mettre en cause la quasi-totalité des emplois non-qualifiés, déménagements des unités urbaines vers des zones rurales à bas salaires, éclatement des grandes unités en petits ateliers où le droit du travail et les avantages acquis disparaissent, mise en faillite d'unités viables afin de toucher des primes de reconversion ou de décentralisation, fuite des directeurs avec l'argent des payes et du 'Fonds de prévoyance'¹¹ des ouvriers, salaires impayés durant des mois, usage croissant de main-d'oeuvre précaire, fréquemment migrante, sont quelques situations typiques qui mènent aux conflits acharnés. L'absence, générale jusqu'aux années 1990, de procédures d'indemnisation des licenciements et de secours aux chômeurs est un facteur dramatisant notable. Les salariés tendent alors souvent à penser qu'ils n'ont plus rien à perdre, surtout s'ils ne se sentent pas défendus par les syndicats en place, trop institutionnalisés, voire, comme c'est de plus en plus souvent le cas, profondément intégrés dans des jeux affairistes. La recherche d'alternative devient parfois frénétique chez des salariés prêts à toutes les aventures. Ils tendent à suivre jusqu'au bout celui qui leur promet d'améliorer leur condition et de changer leur statut.

La grève de Simplex

La grève de Simplex à Urla n'appartient pas à l'ensemble étroit de grands conflits relativement bien connus et capables de susciter la sollicitude du gouvernement et des médiateurs politiques. Jusqu'à l'assassinat de Nyogi, elle n'a suscité pratiquement aucun commentaire dans la presse nationale. La presse indienne (15 000 publications) est extrêmement vivace mais l'attention portée au monde du travail y a toujours été faible et inégale. Durant les années 1970, les grands journaux s'étaient tous adjoints les services de *Labour Correspondents*, souvent assez compétents. Ils ont depuis, signe des temps, été remplacés par des spécialistes des affaires communautaires et religieuses. La grève concentre pourtant en elle de

¹¹ Le système des Fonds de prévoyance, institué durant les années 1950 dans les entreprises du secteur organisé (plus de dix salariés permanents) consiste à retenir chaque mois 10% de la rémunération, placée sur un compte spécial géré par rentreprise. Il remplace les fonds de chômage et explique la faiblesse des retraites.

nombreux traits typiques des conflits de notre époque en Inde et c'est pourquoi elle mérite qu'on s'y attarde.

Le contexte

Le conflit a éclaté en décembre 1990 dans une banlieue de Raipur, une nouvelle ville industrielle dont le développement est récent et associé à la présence et à l'extension du centre sidérurgique de Bhilai, à 30 kilomètres à l'ouest de la ville. Raipur, 600 000 habitants au recensement de 1991, est une ville désarticulée, hantée par une délinquance récente mais explosive, le chômage des jeunes et des tensions intercommunautaires. Ces derniers, également récentes sont notamment liées à la controverse d'Ayodhya (1984-1992) et à la constitution d'un groupe extrémiste hindou, la Shiv Sena du Chhattisgarh¹², en 1984. Longtemps, la ville fut un petit centre marchand et administratif sommeillant au centre d'une région rizicole non irriguée de l'est de l'actuel Madhya Pradesh. Le Chattisgarh, la région qui l'entoure, est d'abord un lieu de paysanneries pauvres, où la proportion de membres de basses castes et de tribus aborigènes¹³ (recensées comme telles) est singulièrement importante. Les élites locales sont des propriétaires terriens *rajputra*¹⁴ actuellement sur le déclin, des marchands *marvari*¹⁵ et *sindhi*¹⁶ et des bureaucrates du secteur public sans affiliation ethnique visible. Siègne d'une culture originale, le Chhattisgarh a vu la naissance de plusieurs organisations autonomistes et d'un mouvement, peu virulent, visant la création d'un nouvel état de l'union indienne. Quasiment oublié entre deux révoltes durant la période de colonisation, la région a précocement attiré l'attention des planificateurs et des investisseurs après l'indépendance à cause de ses réserves de minerai de fer, de

¹² Heuzé, op. cit. (1992).

¹³ Il s'agit d'une nomenclature coloniale, un peu révisée dans le contexte démocratique, dont la pertinence sociologique est faible, mais l'importance institutionnelle majeure, puisqu'elle inspire l'action de l'Etat, notamment en ce qui concerne la distribution d'avantages sociaux et politiques à des groupes particuliers.

¹⁴ Groupe de castes de haut statut.

¹⁵ Ensemble de castes de statut 'intermédiaire', mais plutôt élevé (*varna* des marchands), venues de l'actuel Rajasthan. On y trouve de nombreux partisans du BJP.

¹⁶ Originaires du Sindh, dans factuel Pakistan. Les Sindhis sont arrivés au Chhattisgarh après la partition de l'Inde (1947).

charbon, d'amiante et de pierre à ciment. Les industries qui se sont implantées, plus souvent publiques que privées, sont d'abord minières et énergétiques. Elles font très peu appel à la main-d'oeuvre locale et des flux de migration importants ont marqué la région, qui exporte pourtant de très nombreux bras.

Emergence d'un nouveau patronat

Le groupe d'usines Simplex a été créé durant les années 1970 par la famille Shah, des migrants venus du Gujarat à la fin des années 1950. Cette famille d'ex-artisans ne possédait d'abord qu'un atelier de métallurgie qui soustraitait des pièces d'équipements pour le centre sidérurgique de Bhilai, inauguré en 1958. L'enrichissement de la famille laissa longtemps perplexe les observateurs locaux mais pour les employés en grève, en mars 1991, il ne faisait pas de doute que les Shah s'étaient enrichis en volant de l'acier sur les dépôts de Bhilai (on en faucherait 1000 tonnes par mois) et en partageant le profit avec des éléments corrompus de l'administration de l'usine, qui leur auraient aussi garanti des marchés particulièrement avantageux. Ce genre d'explications s'est vu plutôt corroboré par l'enquête menée en 1992 par la police du Madhya Pradesh suite à l'assassinat de S.G. Nyogi, enquête qui ne se prononce cependant pas sur cette question précise. Les transactions illégales auraient connu leur maximum à l'époque de l'état d'urgence, dont les sommets d'affairisme paraissent aujourd'hui globalement dépassés. L'accumulation primitive a du alors être suffisante pour que la famille commence à étendre ses activités durant la période du gouvernement Janata, coalition de partis d'opposition qui avait succédé au Congrès suite à la levée de l'État d'urgence en janvier 1977. En 1990, Simplex comptait 5 usines de métallurgie employant 3500 personnes, dont seulement 7(X) à 1000 employés permanents : des cadres, des employés de bureaux et des agents de sécurité. Les entreprises, qui fabriquent des éléments de freins et de systèmes de transmissions pour avions, trains, voitures, camions et convoyeurs à partir d'acier et d'aluminium produits dans la région, sont bâties en rase campagne ou dans de lointaines banlieues. Les unités, gérées par trois des frères Shah et des directeurs fréquemment apparentés à la famille possédante (il y a des stratégies d'alliances) sont toutes séparées les unes des autres. L'usine d'Urla est placée dans une zone industrielle où se trouvent des ateliers de métal-

lurgie et une fabrique de tôles en amiante ciment. Une partie des ouvriers résident dans des bidonvilles et des villages proches, une autre vient à bicyclette depuis les faubourgs de Raipur situés à une dizaine de kilomètres. Ces ouvriers sont presque tous des migrants, venus du Bihar, de l'Orissa, du Bengale, de l'Uttar Pradesh et d'autres régions du Madhya Pradesh. L'emploi conscient et systématique de travailleurs migrants d'origines diverses est une vieille pratique patronale en Inde, déjà enracinée au temps de la colonisation. Elle a toujours cohabité avec d'autres systèmes de recrutement, sans doute moins prévalants, basé sur la loyauté des employés. L'usage quasi-exclusif de main-d'oeuvre précaire, souvent qualifiée, que l'on emploie des années durant au mépris des lois du travail, est en revanche une tendance plus récente, les usines Simplex se situant dans ce cadre à la pointe de la 'modernité' en matière de relations professionnelles. -

Des syndicats s'étaient créés en 1980 et 1988 dans les usines du groupe, une section de l'INTUC, qui se contentait d'avaliser la ligne de la direction, et un syndical AITUC (communiste) qui avait défendu des cas individuels avec un peu plus de conviction. Aucun de ces syndicats n'accordait d'intérêt sérieux aux travailleurs à statut précaire, ce qui reflète l'attitude courante des grandes fédérations à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre elles, notamment le CITU, ont un passé plus combatif à ce propos. A vrai dire, la principale activité des syndicats était de participer, de manière assez subalterne, à l'organisation de la fête annuelle des ouvriers métallurgistes, le festival de Visvakarma, qui se tient en septembre. Cette fête récemment réinventée à partir de traditions artisanes anciennes, est très importante dans la région, et notamment dans les usines où la main-d'oeuvre est disparate. La syndicalisation était donc très faible, les employeurs ayant tôt fait savoir que l'appartenance à une organisation était un cas de non réembauche pour les employés à statut précaire. En décembre 1990 cependant, sur la demande d'un groupe de jeunes ouvriers d'Urla, le dirigeant charismatique Shankar Guha Nyogi fondait l'Organisation progressiste des travailleurs de la mécanique (*Pragatisheel Engineering Shramik Sangh*, PESS), afin de soutenir la revendication majeure des employés de Simplex et des autres usines privées de la région de Raipur : l'intégration à la main d'oeuvre permanente. On demandait en outre la reconnaissance du syndicat et le respect des lois du travail.

Un syndicaliste remarquable

Shankar Guha Nyogi était une des figures les plus extraordinaires, mais aussi les plus typiques, selon l'aspect mis en valeur, du syndicalisme indien. Il appartenait à une tradition minoritaire mais bien établie, celle des 'dirigeants renonçants' partageant la vie de travail et de privations de leurs affiliés et luttant autant pour des causes morales et politiques que pour le succès de revendications économiques. Venu du Bengale occidental durant les années 1960, il s'est précocement identifié à la région et à ses habitants les plus pauvres. Il travailla d'abord au centre sidérurgique de Bhilai avant d'en être licencié après avoir fondé un syndicat catégoriel combatif, en 1967. Ayant épousé une femme de bas statut et d'origine rurale, il commença alors à diffuser son message d'auto-organisation et d'émancipation parmi les ouvriers de la région et d'abord les employés des mines de fer de Dalli, d'où provient une partie du minerai utilisé par la sidérurgie publique.

Dans ces mines qui emploient plus de 12 000 salariés, la dualité de statut et de condition entre une classe ouvrière permanente, migrante et qualifiée et des travailleurs précaires, d'origine locale (et de bas statut dans les hiérarchies rituelles) et à la qualification non reconnue était une pratique institutionnalisée, les premiers travaillant dans des mines mécanisées et les autres dans des installations ou des activités où tout se faisait à la main. Nyogi participa d'abord, au début des années 1970, au sein des syndicats de gauche en place (AITUC et CITU) à des luttes pour l'intégration des précaires qui se conclurent par l'absorption de 3000 employés, mais laissèrent quand même la majorité de la main-d'oeuvre locale sur le carreau, dans l'attente d'une mécanisation totale des mines et de leur licenciement. En 1975-1977, Nyogi fut enfermé, comme agitateur potentiel, par le gouvernement d'exception de l'état d'urgence. C'est à sa sortie de prison qu'il créa le Syndicat des travailleurs des mines du Chhattisgarh (*Chhattisgarh Mines Shramik Sangh*, CMSS), afin d'organiser les travailleurs précaires de Dalli que les syndicats de gauche avaient décidé d'abandonner à leur sort. A cette époque, un gouvernement provincial dominé par le *Bharatya Janata Party* (BJP) occupait pour la seconde fois le siège du gouvernement provincial à Bhopal. Il semble qu'on y appréciait encore moins qu'au Congrès (qui avait fait enfermer Nyogi durant 18 mois), les activités de cet homme balançant

entre marxisme-léninisme et gandhisme. En mai 1977, le syndicat déclencha une grève de 22 jours pour obtenir une prime de productivité, de meilleurs salaires et des 'allocations de mousson'. Nyogi fut arrêté et la police tira sur une foule en colère, faisant 11 victimes.

L'organisation

C'est en s'appuyant continuellement sur le culte intense de ces martyrs ouvriers, et riche d'une organisation de base remarquablement dense, que le syndicat poursuivit son activité tout au long des années 1980, luttant contre la mécanisation des mines, étendant son organisation aux autres mines de fer de la province, mais promouvant aussi des campagnes d'alphabétisation, de lutte contre l'alcoolisme et de réforme des moeurs (dans un sens assez puritain), avec une efficacité sans commune mesure avec les activités gouvernementales. Il devait à ce propos s'attirer la rancune tenace des propriétaires de distilleries de la région. En 1984 fut inauguré une "clinique du travail" et l'action médicale devint l'un des symboles les plus voyants de l'organisation. Cette dernière finit toutefois par atteindre à la fin de la décennie une certaine reconnaissance institutionnelle, l'un des directeurs du centre sidérurgique de Bhilai assistant aux cérémonies de son 10^e anniversaire. Par ailleurs, Nyogi avait fondé en 1980, le Front de libération du Chhattisgarh (*Chhattisgarh Mukti Morchd*) qui obtint une représentation politique locale à partir de 1985. On ne sait jamais très bien, dans le cadre de ce mouvement multiforme, mais reposant sur un noyau étroit de cadres, ce qui revient au parti politique (le Front de libération de Chhattisgarh), au syndicat, ou à des organisations apparemment annexes, mais occupant en fait une place essentielle et peut-être centrale, comme le Front de libération des femmes du Chhattisgarh (*Chhattisgarh Mahila Mukti Morchd*) dirigé par Asha Nyogi, la femme du dirigeant charismatique. Le CMSS est sans doute la seule organisation de masse indienne (hormis les groupes féministes) où l'on forme mieux et en plus grand nombre les femmes que les hommes¹⁷. Ces dernières occupent maintenant la majorité des postes de cadres. Le fait que les directeurs de Simplex eussent licencié toutes les femmes de l'entreprise en 1991 (au nom de la modernisation) est sans doute à placer der-

¹⁷ Voir Sen, I. (1992). Les femmes, le travail et la mine au Chhattisgarh, dans *Travailler en Inde* (Purusartha n° 14), volume collectif publié sous la direction de G. Heuzé, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

rière l'intérêt accru de l'organisation de Nyogi pour le sort des ouvriers métallurgistes. Comme son fondateur l'avait espéré, le syndicat a donc donné naissance à un mouvement social et politique, à la fois courtisé et haï par le Parti du Congrès, et franchement détesté par le BJP, les deux forces dominantes de la politique provinciale.

Entre 1989 et 1991 des événements importants bouleversèrent le Chhattisgarh. Aux élections nationales de 1989 le BJP, soutenant la coalition de Front national dirigée par V.P. Singh, obtint à nouveau la majorité des sièges au Madhya Pradesh, évolution qui devait être confirmée et accentuée par le résultat des élections provinciales, puis nationales tenues en 1991. Entre temps le mouvement de consécration des briques pour le temple de Ram à Ayodhya, organisée par la *Vishva Hindu Parishad*¹⁸ et localement relayé par la Shiv Sena (1989), puis l'insurrection de la jeunesse de haute caste contre les propositions de la Commission Mandal (automne 1990) avaient transformé le climat politique. Le BJP, très en faveur auprès des entrepreneurs de la région, rompit avec le gouvernement de V.P. Singh pour devenir la principale force d'opposition pendant que le Congrès revenait, par étapes, au pouvoir central. Le Chhattisgarh, et notamment la région de Raipur, penchait du côté des nationalistes hindous, isolant plus que jamais ce bastion de radicalisme ouvrier, et de populisme de gauche qu'était le syndicat et le petit parti de S.G. Nyogi. Ce dernier prit parti de manière extrêmement ferme contre le mouvement d'Ayodhya et pour les conclusions de la Commission Mandai. Il résolut d'intensifier ses activités pour contrer le développement du nationalisme hindou, qu'il considérait s'apparenter à une menace fasciste. La création du PESS à la fin de 1990 s'inscrit aussi dans ce cadre.

Un conflit mal engagé

Démarrée le 15 décembre 1991 à la suite d'une assemblée générale tenue aux portes de l'entreprise, la grève fut immédiatement suivie par la majorité des 400 employés à statut précaire, quelques éléments préférant cependant immédiatement se retirer de la scène et chercher un autre emploi. La déclaration de grève semble avoir d'abord répondu à des aspirations des salariés, ces dernières rencontrant en outre le désir de la direction syndicale de relancer *

l'agitation sociale, contre le gouvernement régional dominé par le BJP. Elle fut prise en main par S. Nyogi, sans fonction définie au sein du nouveau PESS, Janakalal Thakur, un bihari d'origine et ancien ouvrier qualifié, un temps député du CMM à l'assemblée régionale de Bhopal, président du syndicat, et Anoop Singh, métallurgiste licencié de son entreprise pour activité syndicale, secrétaire général. L'organisation manquait complètement de cadres formés dans l'usine, mais on se préoccupa de motiver immédiatement une cinquantaine de jeunes ouvriers, qui devaient constituer l'âme du conflit, en les emmenant à Dalli (au siège du CMSS) et dans des "tournées d'éveil" au travers des campagnes proches de Raipur. Le mouvement buta immédiatement sur l'absence totale de liens entre les travailleurs des diverses usines du groupe, que les entrepreneurs avaient tout fait pour empêcher (notamment en ne reprenant pas les licenciés d'une usine à l'autre) et surtout sur le clivage entre les ouvriers permanents, plus ou moins intégrés à la région, et les salariés précaires d'origine migrante. La position du syndicat était à ce propos paradoxale, puisqu'il fait largement fond sur l'indigénisme et s'est montré plus d'une fois critique vis-à-vis de migrations qui privent les habitants de la région de possibilités d'emploi. La direction surmonta la contradiction en adoptant une perspective "de classe" particulièrement exacerbée, et polarisant sa critique sur les entrepreneurs et le gouvernement BJP.

Ces problèmes, ceux des migrations comme celui de la main-d'œuvre précaire, n'avaient jamais sérieusement intéressé les syndicats en place. Leur pratique commune était de faire gérer les conflits de bout en bout par les chefs syndicaux extérieurs, entreprise par entreprise, au bénéfice exclusif des employés permanents. Malgré de nombreux efforts entrepris par le comité de grève d'Urla, aucune solidarité effective des employés permanents ne devait d'ailleurs se manifester après que les éléments politisés à gauche (quelques dizaines de personnes) eussent été expulsés des usines, au tout début du conflit. L'AITUC (communiste) ne soutint jamais la grève et se contenta de renvoyer dos à dos les entrepreneurs et les grévistes "irresponsables". Les propriétaires de Simplex avaient par ailleurs plus ou moins préventivement licencié 1000 à 1500 travailleurs à statut précaire, soupçonnés de montrer de l'intérêt pour le PESS ou entrevus à ses réunions publiques (au CMMS, on retint le chiffre de 3000). Le groupe Kedia (chimie)

¹⁸ Voir Jaffrelot, 1993.

procéda lui aussi à des licenciements en masse de travailleurs précaires (900 selon le syndicat de Nyogi) afin de contrer l'expansion d'une branche de l'organisation dans la chimie, l'Organisation des ouvriers des entreprises chimiques du Chhattisgarh, *Chhattisgarh Chemical Mills Mazdoor Sangh*. Ces licenciements apportèrent quelques militants aux grévistes de Urla et beaucoup d'amertume dans les faubourgs de la ville, avant de nourrir une criminalité en pleine expansion.

Les grévistes, loin de tout et surtout des médias de masse, eurent beaucoup de mal à populariser leur combat, sauf dans la presse, à diffusion très limitée, du Front de libération du Chhattisgarh et au travers de quelques publications confidentielles de la gauche nationale¹⁹. Le *Nav Bharat Times* et les autres grands journaux de la ville étaient acquis au BJP et en tous cas hostiles à Nyogi. Les entrepreneurs refusèrent immédiatement de négocier, refusant de reconnaître l'autorité, et même l'existence du comité de grève qui s'installa sous une tente à proximité de l'entreprise. Ils estimaient que la situation politique leur était favorable.

En février, S. Nyogi fut en effet emprisonné à Jabalpur, inculpé d'une trentaine de délits, allant de l'atteinte à la liberté du travail aux propos injurieux, accusé aussi de crimes plus graves comme la sédition et le complot à l'encontre de la sécurité de l'État. Il s'agissait d'un cas, extrêmement classique dans le contexte, d'emprisonnement arbitraire, puisque qu'on ne put rien prouver contre le dirigeant²⁰. Plusieurs industriels, les membres de la famille Shah, et les capitaines d'industrie Kedia, Jain et Gupta (alcool, métallurgie, chimie) avaient demandé en commun la mise sur la touche du leader syndical au chef du gouvernement provincial Sunderlal Patva en janvier. En mars, les grévistes organisèrent de grandes manifestations dans les banlieues du nord de Raipur (autour

des autres usines du groupe) puis au centre de Raipur, réunissant jusque 20 000 personnes pour entendre vitupérer le gouvernement BJP, vanter l'unité ouvrière et exalter la combativité des métallurgistes. Le défilé de milliers de femmes en uniforme rouge et vert (les couleurs du Front (de libération du Chhattisgarh) et l'irruption publique d'une milice ouvrière en uniforme et armée de *lathis* (batons) impressionna fort négativement les journalistes et les nombreux votants BJP de la cité, comme il fallait s'y attendre. La plupart des grévistes étant des migrants, ils ne comptaient pas dans les calculs électoraux bien que des congressistes, violemment divisés en factions rivales, aient tenté à plusieurs reprises de séduire Nyogi à cette époque.

En avril, les agents de sécurité de l'usine, soutenus par des voyous loués pour l'occasion mirent à sac le lieu de rassemblement des grévistes, où s'effectuaient des grèves de la faim par relais. Ce genre de violence est un événement banal dans une grève en Inde. Le *panclal* (sorte de tente) fut reconstruit et les militants s'adonnèrent, avec l'aide du syndicat et du Front de libération du Chhattisgarh, à un travail d'organisation de la résistance comprenant des restaurants communautaires, une assistance médicale et des séances d'endoctrinement où l'on appelait à l'"union" des pauvres, des ouvriers et des gens de basses castes contre l'"exploitation" et l'"injustice" représentés par des gens comme les frères Shah et le Chef de gouvernement du Madhya PradeSh. La tonalité était ouvriériste, populiste (contre les gros, les riches, les migrants oppresseurs) et discrètement autonomiste. Le Front de libération du Chhattisgarh lutte depuis les origines pour la sécession de la région du Madhya Pradesh, à l'instar du Front de libération du Jharkhand, infiniment plus puissant au plan politique, qui exerce son influence au sud de la province de Bihar²¹. Le syndicat s'engagea à fournir quinze kilogrammes de riz par mois et par famille de grévistes. En prison, Nyogi rencontra alors un nervis, qui avait été pressenti quelques années avant par des industriels locaux pour le tuer, et ce dernier le mit en garde.

Le dirigeant fut libéré sans conditions à la fin du printemps, malgré une ultime tentative patronale pour obtenir qu'il soit interdit de séjour dans la région. Il reprit immédiatement la tête

¹⁹ Comme la Lettre de B. Dogra (Delhi), *Frontier de Calcutta* ou l'*Economic and Political Weekly de Bombay*. Ce dernier a le plus fort tirage: 6000 exemplaires, dont la moitié est diffusée à l'étranger.

²⁰ Le harcèlement juridique des syndicalistes combatifs se pratique partout en Inde, associant plus ou moins intimement selon la situation régionale, les autorités policières, l'administration et les entrepreneurs. Ces derniers ont le moyen de payer des avocats et faire traîner des procès durant des années. Dans ce cas précis, l'initiative revient à l'État. Dans le cas du BCKU au Bihar, plus de 500 inculpations furent notifiées aux dirigeants de ce petit syndicat minier entre 1968 et 1985.

²¹ Voir Heuzé, (1989). *Ouvriers d'un autre monde*, Paris : Editions de la Maison des sciences de l'Homme.

d'un mouvement laissé sous la direction de Janakalal Thakur et Anoop Singh. Il mena d'abord une "longue marche" de 2000 ouvriers et ouvrières de la région de Bhilai et Raipur jusqu'à Delhi, à 1200 km de là, afin d'attirer l'attention des plus hautes instances sur la détérioration des libertés au Madhya Pradesh et sur la situation des travailleurs de Simplex. L'imagerie symbolique de la révolution chinoise, mêlée d'ailleurs à la tradition locale des pèlerinages, est appréciée au CMSS. Il semble que cet événement ait convaincu les entrepreneurs locaux de prendre des mesures aussi sévères qu'illégales contre le dirigeant, qui commença à recevoir des lettres de menace. Des négociations prirent cependant place à plusieurs reprises entre Nyogi et les industriels, stimulés de manière équivoque par l'administration régionale. Elles achoppèrent sur la question essentielle du nombre des employés licenciés, les entrepreneurs refusant de prendre en compte les employés à statut précaire dans leurs statistiques et prétendant ne même pas connaître le nombre de ces derniers. En mai, la direction proposa la reprise sans condition en précisant que les employés réadmis dans l'usine auraient à signer une déclaration selon laquelle ils refusaient tous liens avec le PESS. Il s'agit aussi une pratique très courante dans les grèves indiennes²².

La grève se poursuivit donc, la moitié des employés survivant en travaillant, au moins à temps partiel, en d'autres endroits. Comme le conflit s'éternisait, les industriels tentèrent une nouvelle d'utiliser la violence le 24 août en envoyant un commando bien organisé d'agents de sécurité agresser les membres du piquet de grève, dont trois se retrouvèrent à l'hôpital. La manifestation de grévistes qui suivit fut dispersée par la police qui opéra 181 arrestations. Organisé par un syndicat non reconnu, sans avoir usé des canaux d'arbitrage légaux selon les nombreuses et tatillonnes règles prévues par les autorités, le conflit fut déclaré illégal. Tous les membres actifs du comité de grève furent emprisonnés pour rébellion. Ils avaient pourtant, eux aussi, observé au moins partiellement la procédure de conciliation habituelle et légale, en recherchant l'arbitrage du commissaire du travail (*Labour Commissioner*) de Durg au mois de janvier. Celui-ci ne remit jamais son rapport à la suite, pensèrent les grévistes et les responsables du PESS, de pressions politiques. Comme la loi indienne oblige

encore²³ les entrepreneurs qui embauchent des salariés sur des postes permanents à les titulariser après 240 jours de travail, il est possible que l'administration du travail eusse donné tort à l'employeur.

L'assassinat du dirigeant

Le 28 septembre à 7 heures le matin, Nyogi fut assassiné de 6 balles de revolver par un tueur professionnel qui se servit d'un silencieux et réussit à prendre la fuite. Les assassinats de syndicalistes et d'hommes politiques de tous bords ont commencé en Inde à la fin des années 1970 et sont devenus aujourd'hui une pratique courante. En mai 1991, un dirigeant syndical du Front du peuple indien (IPF, extrême gauche) avait été assassiné de la même manière à Bilaspur (à 100 kilomètres de là). Événement provoqua néanmoins la stupeur à Raipur, un émoi tardif au plan national et une colère intense dans les rangs du parti-syndicat-mouvement. En octobre, une manifestation de protestation réunit plus de 50 000 personnes dans la ville, cette mobilisation politique occultant d'ailleurs le conflit des ouvriers de Simplex. Bien que menacés par la perspective d'une enquête criminelle relative à leur participation à l'assassinat de Nyogi, les entrepreneurs n'avaient toujours cédé sur rien. Le mouvement investit alors la majorité de son énergie dans la perspective de venger le nouveau martyr, multipliant les interventions judiciaires et les manifestations de masse. C'est au cours de l'une de ces dernières, menées le premier juillet 1992, que 15 membres de l'organisation et un policier furent tués alors que les premiers arrêtaient les trains près de Bhilai. Selon la statistique officielle, la police du Madhya Pradesh a tiré 11 fois depuis 1977 dans le cadre de conflits du travail, faisant 36 victimes²⁴. Cette police ne montrant aucun zèle, ni intérêt dans l'enquête sur l'assassinat de Nyogi, ce fait ayant été publié dans la presse nationale et le gouvernement central de Delhi (tenu par le Congrès) ne manquant pas une occasion d'embarrasser le gouvernement provincial BJP, les recherches ont été confiées

²² Elle fut notamment utilisée à la fin de la grève des ouvriers cotonniers de Bombay en 1983.

²³ Il est question de remettre en cause ces dispositions légales au nom de l'ouverture économique.

²⁴ S'il faut croire les rapports des organisations de droits civiques comme l'Union populaire pour les droits démocratiques (PUDR) et l'Union populaire pour les libertés civiles (PUCL), le bilan serait beaucoup plus élevé. Le massacre des mines de 1er de Bailadilla en 1978 aurait fait à lui seul 26 victimes. Leurs comptages inciteraient à doubler le chiffre de la statistique gouvernementale.

au Bureau central d'enquêtes (CBI) organisme fédéral de police judiciaire équivalent du FBI américain, en octobre 1991. En janvier 1992 le CBI inculpa Chandrakant Shah, Navin Shah et Mulchand Shah, propriétaires du groupe Simplex, ainsi que l'exécutant Palton Mallah et d'autres hommes de main. Les propriétaires de Simplex et des représentants du groupe Kedia avaient été nommément accusés par Nyogi dans un document préparé pour ce genre d'éventualité et on prouva qu'ils s'étaient réunis, en compagnie de plusieurs hommes de main connus des services de police, quelques jours avant l'assassinat. Aucun ne put être arrêté, les complicités policières et administratives paraissant à placer au premier rang des causes de leur facile disparition. Ensuite, les membres de la famille Shah, à l'exception de Navin Shah, toujours en fuite, obtinrent leur liberté sous caution et le procès est en cours. Si l'on prend pour repère les pratiques indiennes communes en la matière, il peut durer quinze à vingt ans Rien de fondamental n'a changé à ce propos avec la démission forcée du gouvernement BJP (décembre 1992) suite à la démolition de la mosquée d'Ayodhya. Par ailleurs, si le Parti du Congrès a repris, de justesse, le pouvoir régional, les habitants de Raipur et sa région continuent à voter majoritairement pour le BJP, qu'ils ont plébiscité aux élections de 1993.

La grève se poursuivit cependant dans l'usine d'Uda à l'automne 1991, pendant que les ouvriers licenciés des autres usines Simplex et Kedia continuaient à multiplier manifestations

et blocages de voies ferrées (*rail roko*). Les spéculations des promoteurs de l'assassinat de Nyogi, qui espéraient la dissolution ou l'affaiblissement du mouvement privé de son chef charismatique, se sont révélées vaines. L'organisation s'est regroupée autour de J. Thakur, P. Singh et de la femme de Nyogi. Plus de 50 tentatives de négociation entre les dirigeants du PESS et les directeurs de Simplex et de Kedia prirent donc place à l'automne mais elles échouèrent toutes sur la question du nombre et de la qualité des licenciés. En janvier l'administration provinciale tenta de proposer ses bons offices, acceptés des deux côtés, mais on ne put à nouveau s'entendre sur les chiffres. Le syndicat multiplia alors les actions spectaculaires, marches de protestation, grèves de la faim, manifestations de masse et blocages de trains (il s'agit de la ligne Bombay-Calcutta, une des plus importantes du pays). En juin toutefois, après un an et demi de conflit, les représentants des industriels acceptèrent tous les chiffres avancés par le syndicat, pour se rétracter quelques jours plus tard en accusant les syndicalistes de "refuser des négociations honnêtes et constructives". Le CMM redoubla encore l'intensité de ses actions, ce qui devait déboucher sur le massacre du 1^o juillet mais les 1500 à 2000 licenciés des usines Simplex et Kedia commençaient à disparaître dans la nature, abandonnant un champ de lutte par trop épuisant. Depuis, soit près de 4 ans après son début, le conflit demeure invoqué comme un événement en cours par la direction syndicale, mais il a perdu sa dimension de mouvement socio-économique vivant.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES COMPLÉMENTAIRES

- Chaudhuri, K. (1992). Bullets in Bhilai, *Frontline*, 31 juil.
- Correspondent (1979). Struggle Continues at Dalli Rajahra, *Economie and Political Weekly*, XIV, 4.
- Dogra, B. (1992). Martyr S.G. Niyogi and Chattisgarh People's Movement, *NFS India*, édition de mars.
- Lin, S.G. (1992). Shankar Guha Nyogi : Beyond Traditional Trade Unionism, *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, XXIV, 3.
- PESS (1991). *Jab Hamari Nyachit Mangon Par Karkhanedar Dhyan Den ?* (Quand les patrons prêteront ils enfin attention à nos justes revendications?), Raipur, brochure éditée par le syndicat.
- Ramakrishnan, V. (1992) After Niyogi, *Frontline*, 6 novembre.
- Rose, J. (1983). Birth of a Revolutionary Trade Union, *Socialist Worker*, 8 janvier.
- Singh, N. K. (1977). Rajahara Massacre, *Economie and Political Weekly*, XII, 24.
- Sen, I. (1987). Women Participation in Trade Union Struggles, *Economic and Political Weekly*, XXII, 27.
- Sen, I. (1992). Mechanisation and the Working Class Women, *Social Action*, 42.